LE CONGRÈS DE LA CENTRALE SYNDICALE DOIT SE TENIR AVANT LA FIN DÉCEMBRE 2014

Sidi-Saïd déjà «réélu»

Le secrétaire général de l'UGTA sortant, Abdelmadjid Sidi-Saïd sera candidat à sa propre succession, lors du prochain congrès national de l'UGTA, le 12e depuis sa création. Le congrès en question se tiendra en décembre prochain, où il est attendu la participation de 1 200 délégués syndicaux.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Il s'agit là de la principale information qui a marqué la réunion de l'état-major de la centrale syndicale UGTA, qui s'est tenue hier à El-Achour, sur les hauteurs d'Alger.

Une réunion, précédée vingt-quatre heures avant par une autre réunion, celle du secrétariat national, dont l'ordre du jour était consacré exclusivement à la préparation du prochain congrès. Ainsi, la réunion de ce mardi était qualifiée «d'importante», dans la mesure où elle évoquait deux principales questions. La première, d'ordre organique, relative à la préparation du prochain congrès national et dont sa tenue est prévue en décembre prochain. La date sera fixée en septembre prochain, soit après avis de la sous-commission technique en charge de la préparation matérielle du congrès.

L'autre information liée à la question organique concerne le poste du futur secrétaire général de l'organisation. Sur cette question, l'état-major de l'UGTA a tranché sur la question, à l'unanimité de ses membres, soit les secrétaires généraux des fédérations et des unions de wilaya, il a plébiscité la candidature d'Abdelmadjid Sidi-Saïd à sa propre succession. Une annonce faite en premier lieu par le secrétaire national chargé de l'organique, M. Tayeb Hamarnia, qui lors de son intervention, a plaidé la candidature du secrétaire général sortant.

Un «choix» de la base !

Selon le secrétaire national chargé de l'organique, «la candidature de Sidi-Saïd a été plusieurs fois avancée et plébiscitée par les cadres syndicaux de base. Aujourd'hui, je ne fais que véhiculer fidèlement ce que pense cette base».

Les propos avancés par M. Tayeb Hamarnia n'ont pas tardé à faire réagir les présents à cette réunion, qui ont aussitôt ovationné cette annonce. Il est vrai que la «décision finale, voire la validation des futurs élus revient en premier lieu au congrès national, qui reste, conformément au règlement et statut de l'UGTA, l'instance souveraine élective de toutes les instances de la centrale syndicale». Il n'en demeure que cette démarche, une première depuis la création de l'UGTA, est l'option la plus répandue au sein des différentes centrales syndicales internationales, à l'image de la CGT, la CFDT, FO en France ou encore le

Photos : Samir Sid.

Deutscher Gewerkschaftsbund (DGB-Confédération allemande des syndicats). Cette nouvelle démarche, initiée dans la perspective du 12e congrès national sera également marquée par la tenue de quatre congrès régionaux, qui procéderont à leur tour au dégagement des délégués syndicaux et par voie de conséquence de futurs membres de la commission exécutive nationale (CEN). Plus explicite, les travaux du prochain congrès seront axés exclusivement sur les questions revendicatives à travers les différentes résolutions.

Révision du code du travail

Les questions organiques ne feront pas l'objet de débat passionnant comme ce fut le cas lors des précédents congrès.

L'autre principal point débattu lors de la réunion de ce mardi est celui relatif à la révision du code du travail. Une révision qui aura pour conséquence directe la révision de l'article 87 bis. Autrement dit, la Centrale syndicale veut faire de la prochaine rentrée sociale un grand événement.

L'augmentation des salaires dans le cadre des révisions des conventions de branches mais surtout la reformulation de la définition de l'article 87 bis dont, faut-il le rappeler, le principe de l'abrogation est désormais chose acquise, seront un autre défi pour l'équipe sortante de la Centrale syndicale.

A ce propos, le secrétaire général, Abdelmadjid Sidi-Saïd, a invité les secrétaires généraux des Fédérations et des Unions de wilaya à faire part de leurs propositions sur la question mais également sur les questions organiques.

Pour le secrétaire général sortant, l'enjeu est de taille. «Le temps est venu pour un nouveau souffle à l'UGTA.

C'est une question de survie syndicale», a averti un cadre de la Fédération des travailleurs du textile et cuir.

A. B.

Un ministre algérien à la cellule antiterroriste du Département US

Le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines a participé, hier, à Washington, à une réunion organisée par la cellule antiterroriste du département d'Etat. Cette rencontre s'est tenue en marge du Sommet Etats-Unis—Afrique.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Abdelkader Messahel a participé, hier, à une réunion organisée par la cellule anti-terroriste du Département d'Etat américain. L'information a été annoncée par l'Agence APS. «Abdelkader Messahel devait rencontrer hier les représentants de la cellule antiterrorisme du Département d'Etat américain pour échanger sur la lutte anti-terrorisme. M. Messahel a précisé à l'APS peu avant le lancement du premier sommet afro-américain qu'il a été sollicité par la cellule anti-terroriste du Département d'Etat pour débattre de ce dossier. Il est aussi question d'évoquer les préparatifs du forum mondial de lutte contre le terrorisme qui va se tenir le 25 septembre à New York, selon M. Messahel», précisait, hier, l'agence algérienne.

La question de la menace terroriste dans la sous-région du Sahel, au Nigéria et en Libye devait être au cœur des discussions avec les responsables américains.

En novembre 2011, le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines avait déjà participé à une rencontre similaire dans la capitale fédérale des Etats-Unis d'Amérique. Cette rencontre intervenait dans le sillage de la chute du régime de Mouammar Kadhafi et dans le déploiement des groupes terroristes au Nord-Mali. La rencontre d'hier s'est tenue en marge du Sommet Etats-Unis—Afrique qui se déroule actuellement à Washington.

Le dossier de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme et les crimes transnationaux est un des principaux volets inscrits au programme de ce Sommet.

Alternance au pouvoir

Ouverts officiellement lundi en présence d'une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernements africains, les débats politiques ont été l'occasion, pour l'administration américaine, de quelques mises au point.

«Nous presserons les dirigeants de ne pas modifier les Constitutions pour leurs bénéfices personnels ou politiques», a déclaré le secrétaire d'Etat américain lors de la cérémonie d'ouverture. «Le secrétaire d'Etat s'est cependant gardé d'évoquer ouvertement les cas de la Guinée équatoriale, du Rwanda, de l'Ouganda, de l'Angola ou encore du Cameroun et de leurs indéboulonnables présidents Teodoro Obiang Nguema, Paul Kagame, Yoweri Museveni, Eduardo dos Santos et Paul Biya, tous invités à Washington», a précisé l'Agence France Presse dans une dépêche.

Reste à savoir si dans son message aux gouvernants africains, John Kerry s'adressait également au président Abdelaziz Bouteflika, absent à ce sommet.

Rappelons que le secrétaire d'Etat américain avait rencontré Bouteflika au mois de mars, alors que ce dernier était candidat à un quatrième mandat présidentiel.

T. H.

ALI BENFLIS TIRE À BOULETS ROUGES SUR BOUTEFLIKA :

«Le comportement de ce pouvoir contredit ses intentions affichées»

Le «Pôle des forces du changement», une coalition constituée par l'ensemble des partis et personnalités qui ont soutenu la candidature de Ali Benflis aux dernières élections présidentielles a tenu, hier mardi, une réunion «de coordination» et qui sera sanctionnée par un communiqué au vitriol contre le pouvoir.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Signé par l'ancien chef de gouvernement, Ali Benflis en sa qualité de coordinateur dudit pôle, ce communiqué note d'emblée que l'on a «relevé avec un sentiment de profond regret la poursuite des politiques de rétrécissement continu du champ des libertés et de ce qui s'assimile à une véritable guerre d'usure que le pouvoir en place livre à l'opposition nationale, à l'effet de la mettre dans l'incapacité de s'acquitter des missions qu'elle assume (…)». A juste titre, d'ailleurs. Ali Benflis, la bête noire de Abdelaziz Bouteflika, et donc de l'ensemble du pouvoir algérien, est tellement redouté que même son dossier pour la création d'un parti politique au lendemain des présidentielles du 17 avril, est tout bonnement «oublié» par le ministère de l'Intérieur.

Un ministère de l'Intérieur qui n'a pourtant jamais hésité à donner des autorisations et des agréments à certains personnages parfois clownesques et qui font office de chefs de partis politiques de nos jours ! «Ce pouvoir persiste dans ses pratiques non démocratiques au moment même où, paradoxalement, il prétend mener une révision constitutionnelle au nom d'une promotion des libertés qu'il endosse et d'un renforcement du rôle de l'opposition nationale qu'il dépossède systématiquement de ses droits les plus légitimes.» La rancune légendaire de Bouteflika à l'égard de Ali Benflis a atteint des degrés inimaginables lors de la dernière campagne électorale. Que l'on se rappelle cette sortie inouïe lorsque, recevant un ministre espagnol, il n'hésitera pas à traiter son principal rival de « terroriste ». Il n'en fallait pas plus pour déclencher contre l'ancien chef de gouvernement, une campagne médiatique franchement «médiévale» et qui se poursuit d'ailleurs depuis ! «Tout dans le comportement de ce pouvoir, reprend le communiqué du PFC, contredit les intentions qu'il affiche tant l'abus de pouvoir, le déni des droits et la négation des libertés sont dans sa nature intrinsèque». Pour le rédacteur du communiqué, «de telles pratiques et de tels comportements suffisent par eux-mêmes à valider les appels qui s'amplifient à un changement visant à assurer l'avènement d'un ordre démocratique dans notre pays d'où émergera enfin l'Etat de droit que notre société attend et auquel notre peuple aspire». Autres griefs retenus à la charge du pouvoir, le Pôle des forces du changement cite, prioritairement, la crise de Ghardaïa : «Les autorités publiques assument une grande responsabilité dans les proportions tragiques prises par ces événements du fait d'une gestion défaillante et d'une présence de l'Etat insuffisamment assurée (…)

Les événements de Ghardaïa sont d'abord les révélateurs d'une crise de l'autorité de l'Etat. Ils sont ensuite les révélateurs d'une crise de confiance à l'égard des institutions agissant au nom de l'Etat. Ils sont enfin les révélateurs des dégâts que peuvent provoquer, dans toute notre société, une citoyenneté brimée et privée de tous ses attributs naturels». Un vrai réquisitoire, sans appel, en somme. Au plan international, la dramatique situation prévalant à Ghaza et celle non moins préoccupante qui menace l'existence même de la Libye ont été longuement évoquées dans ce communiqué du PFC.

K. A.